

Paris, le 14 mai 2003

Contribution présentée par M. Pierre Lequiller,
membre de la Convention

**POUR UN GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE
DE L'UNION EUROPÉENNE**

La Convention a franchi avec succès plusieurs étapes décisives, et s'apprête à présenter le premier projet de Constitution de l'Europe, le groupe de travail sur la gouvernance économique a été incapable de résoudre ses divergences et de proposer des solutions innovantes. La Convention, qui a été une incontestable réussite par ailleurs, n'est pas parvenue à dégager le moindre début de consensus.

Alors que l'Europe va devoir coordonner la politique économique et budgétaire de 25 Etats membres à partir de 2004, alors que la croissance est aujourd'hui en panne, la Convention ne peut pas se permettre de faire du sur-place et de proposer le maintien du *statu quo*.

Il convient aujourd'hui de profiter du succès de l'euro pour renforcer la coordination des politiques macro-économiques. L'euro est en effet un immense succès. Il constitue la deuxième monnaie du monde, sinon la première, et la zone euro est devenue la deuxième puissance économique et commerciale mondiale. La monnaie européenne est désormais une réalité pour la plupart des citoyens européens. L'euro est le signe le plus concret et le plus quotidien de notre appartenance à une même communauté.

Or, l'Union européenne ne retire pas les bénéfices du succès de l'euro.

D'une part, les performances des pays membres de la zone euro sont trop disparates en termes de croissance et d'inflation, ce qui ne facilite pas la baisse par la BCE des taux d'intérêt, pourtant souhaitable pour lutter contre le chômage. La divergence est également sensible entre les trois grandes puissances économiques mondiales, dont le taux de croissance annuel est de 3 % pour les Etats-Unis, de 2 % pour l'Europe et de 1 % pour le Japon. L'écart n'a cessé de se creuser de part et d'autre de l'Atlantique depuis 1995. **La hausse du PIB des pays membres de l'Union européenne a presque toujours été inférieure à celle des Etats-Unis, depuis dix ans.** L'Europe souffre manifestement encore d'un réel écart de productivité avec les Etats-Unis, du vieillissement de sa population, de l'insuffisance des dépenses de recherche et de développement, et de l'absence de politique volontariste d'incitation à la création d'entreprise.

D'autre part, en face de la BCE, chargée de la politique monétaire, il n'y a pas d'institution chargée de la politique économique. Or, une forme de gouvernement économique de l'Union européenne est aujourd'hui nécessaire. **L'Europe économique et monétaire est unijambiste et le système mis en place à Maastricht est déséquilibré.**

Il faut tout d'abord renforcer le rôle de proposition de la Commission. A l'heure actuelle, la Commission adresse au Conseil de simples recommandations sur les grandes orientations de politique économique. Il conviendrait de transformer ces recommandations en propositions. Pour aller contre l'avis de la Commission, les Etats membres devraient voter à l'unanimité contre elle. Le Parlement européen devrait également être consulté sur ces propositions, alors qu'il est aujourd'hui largement tenu à l'écart de la coordination des politiques économiques en Europe.

Deuxièmement, l'Eurogroupe devrait faire l'objet d'une reconnaissance officielle dans la Constitution européenne, et être doté d'un président permanent élu pour deux ou trois ans, le système de la présidence tournante constituant un handicap évident. L'Eurogroupe serait ainsi en mesure d'avoir une véritable capacité de décision sur toutes les questions concernant la zone euro.

La création d'un Conseil écofin-zone euro, disposant d'un pouvoir de décision dans les domaines où les membres de la zone euro disposent de responsabilités communes spécifiques et n'ont pas à se faire imposer des décisions par des pays qui n'y appartiennent pas, relève du bon sens. **Il est anormal qu'aujourd'hui seul le conseil des quinze ministres des finances soit habilité à prendre des décisions**, même si elles ne concernent que les douze pays membres de la zone euro. Cela ne pourra évidemment plus continuer après l'élargissement puisque, dans un premier temps, les pays membres de la zone seront minoritaires. La zone euro restera naturellement ouverte à tous les Etats membres qui souhaiteront la rejoindre, à commencer par la Suède où un référendum aura lieu le 14 septembre, et peut être demain le Danemark et la Grande-Bretagne.

Troisièmement, des progrès doivent pouvoir être réalisés pour parvenir à la « chaise unique » dans la représentation externe de la zone euro, afin de peser davantage dans les organisations internationales, notamment le FMI, au moment où l'élargissement risque de diluer la cohésion.

Quatrièmement, la majorité qualifiée, pour certains domaines touchant à la fiscalité, constitue le complément indispensable de la mise en place d'un véritable gouvernement économique de l'Europe et de l'achèvement du marché intérieur. Il s'agit en effet d'éviter que des règles fiscales puissent entraver le marché intérieur. La règle de l'unanimité conduit, en l'état actuel des choses, à des décisions contestables en matière fiscale. Il convient donc de passer à la majorité qualifiée, notamment en matière de coopération entre autorités fiscales, ou en matière de suppression des obstacles à la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux.

La coordination des politiques économiques doit enfin s'accompagner de la mise en place de politiques communes spécifiques, qu'il s'agisse de la création d'entreprises, d'un marché unique des services financiers, ou de la recherche, qui devrait être clairement classée dans le domaine des compétences partagées par la Convention, afin de permettre le développement d'une véritable politique européenne de la recherche.

L'Europe financière reste aussi à construire, car la nouvelle souveraineté monétaire de l'Europe ne s'est pas accompagnée, pour l'instant, d'une souveraineté financière. L'absence d'une infrastructure de marché européen des capitaux, qui pourrait donner naissance à une véritable bourse européenne, témoigne des progrès insuffisants du plan d'action initié par la Commission dans ce domaine.

Avec une bourse purifiée, les investisseurs disposeraient d'un canal unique pour l'ensemble de leurs transactions boursières, ce qui renforcerait l'image du marché financier européen et abaisserait le coût des transactions. Les entreprises verraient la liquidité de leurs titres s'améliorer, grâce à un bassin d'investisseurs élargi. Les bourses des petits pays auraient également intérêt à un tel système pour éviter le risque de voir les valeurs vedettes aller se faire coter sur les grandes places pour accroître la liquidité. Une bourse européenne unifiée sera donc bénéfique pour l'économie des Etats membres. Elle peut être mise en place en moins de dix ans, à condition de faire aboutir le droit européen des titres, en remplaçant les règles actuelles de territorialité, et de renforcer l'harmonisation du droit fiscal.

L'Europe de l'entreprise est également en panne. Il faut créer un statut européen de l'entreprise et encourager la constitution de grands groupes européens, capables de rivaliser avec les géants américains.

Aujourd'hui le réveil économique de l'Europe n'est donc possible que si une véritable coordination des politiques économiques en Europe est mise en œuvre. L'harmonisation et la coordination renforcées des politiques économiques ne peuvent pas avoir d'autre objectif que de rendre l'Europe plus compétitive, notamment en réduisant les prélèvements fiscaux.

En tout état de cause, sans une coordination économique renforcée, il n'y aura pas de croissance forte et durable. Or, sans une croissance forte et durable, et sans puissance économique et commerciale de premier rang, il n'y aura pas d'Europe politique.